

Mise en vente de CGR Cinémas : un sénateur interpelle le ministère de la Culture

Date de publication : 20/01/2023 - 13:10

Dans une question écrite, le sénateur SER Serge Mérillou a tenu à attirer l'attention de Rima Abdul Malak sur "l'avenir des cinémas du groupe CGR", sur lequel "il semble aujourd'hui que des fonds de pension et des sociétés extra-européennes se positionnent".

Au début du mois, [L'ARP adressait un courrier à la ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, pour l'interpeller sur les actifs stratégiques culturels](#), l'alertant notamment du "danger du rachat éventuel des cinémas CGR" par "des entreprises, souvent éloignées de tout objectif culturel, comme des fonds d'investissement extra-européens".

C'est dans ce même esprit que le sénateur SER (socialiste, écologiste et républicain) Serge Mérillou a rédigé une question écrite à destination du ministère de la Culture, publiée au Journal Officiel du Sénat ce jeudi 19 janvier. L'élu y "attire l'attention de Mme la ministre de la Culture sur l'avenir des cinémas du groupe CGR", pour rappel [mis en vente dans sa globalité par la famille Raymond au printemps 2022](#), avant que son [périmètre ne soit restreint quelques mois plus tard aux seules activités cinéma du groupe](#), dont le circuit de salles (73 cinémas et 703 écrans ayant réalisé 18,2 millions d'entrées en 2022) est évidemment la pièce maitresse.

"Il semble aujourd'hui que des fonds de pension et des sociétés extra-européennes se positionnent pour racheter le groupe, écrit ensuite Serge Mérillou. De telles intentions motivées par des raisons de pure rentabilité économique, si elles devaient être confirmées, feraient peser de nombreux risques pour le cinéma français dont le modèle nous est envié en Europe et dans le monde : affaiblissement de la souveraineté européenne par la fuite d'actifs culturels dont la valeur a été portée par l'argent public ; risque pour l'emploi local ; affaiblissement certain des circuits de diffusion du cinéma dans les villes moyennes de France".

Aussi le sénateur demande-t-il à la ministre de la Culture de "garantir à la représentation nationale la ferme volonté du gouvernement de veiller à ce que les conditions de rachat du groupe CGR soient compatibles avec les objectifs de préservation de l'indépendance du cinéma français, de renforcement de l'écosystème national de production et de diffusion du cinéma fondé sur le principe de l'exception culturelle française, de maintien de l'emploi local et de développement de la vitalité culturelle des territoires".

Si le processus de vente de CGR Cinémas ne devrait pas se conclure avant le deuxième trimestre 2023, plusieurs fonds d'investissement seraient intéressés par cette acquisition pour laquelle deux banques auraient été mandatées, selon *Les Echos*, qui cite Eurazeo (dont JCDecaux est le premier actionnaire) et Montefiore Investment (qui a notamment investi en 2021 dans Federation Studios).

[RECEVEZ NOS ALERTES EMAIL GRATUITES](#)

Kevin Bertrand

© crédit photo : CGR Cinémas